Sur le mouvement pour le climat "Friday for Future"

Le mouvement « Friday for Future » est parti de Suède, à l'initiative de la lycéenne Greta Thunberg, qui, depuis le mois d'août dernier, sèche les cours tous les vendredi pour exiger que les gouvernements prennent des mesures face à l'urgence climatique. En décembre 2018, elle a tenu un discours lors de la COP23, appelant les lycéens et lycéennes du monde entier à se mobiliser. Le mouvement s'est étendu à plusieurs pays: Canada, Pays-Bas, Australie, Belgique, Italie, Allemagne… La principale revendication est de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degrés, accord qui a été décidé à Paris en 2015 lors de la COP21. Le 15 mars prochain doit être une date de mobilisation massive à l'échelle internationale.

En raison de la tradition de son mouvement écologiste, le mouvement a particulièrement bien pris en Allemagne, où les lycéens et lycéennes, qui s'organisent par Whatsapp, ont créé dans des dizaines de villes des groupes FFF « Friday for Future. » Ils manifestent régulièrement malgré la pression mise sur eux sur les absences et les sanctions possibles. Vendredi dernier, ils étaient ainsi 3000 à Hambourg. Une revendication importante du mouvement est la sortie immédiate du charbon, alors que la « commission pour le charbon » a décidé à la mi-janvier la sortie du charbon… en 2038. L'occupation de la forêt de Hambach contre l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon, où un journaliste avait trouvé la mort lors d'une intervention policière, avait mobilisé une large partie de l'opinion publique autour de cette question.

Alors que Merkel a dernièrement salué les mobilisations pour le climat, les lycéens et lycéennes en Allemagne, dans leur ensemble, refusent d'être représentés par des politiciens. En janvier, les lycéens présents devant le Ministère de l'Economie avaient refusé l'intervention du Ministre de l'Economie. Ils exigent que des mesures soient prises. De leurs côtés, les syndicats se positionnent en concurrents face à ce mouvement, mettant en avant la perte d'emploi que représenterait la sortie du charbon pour les énergies renouvelables.

Le mouvement a gagné la France début février. Des AG inter-campus se regroupent régulièrement, constituées majoritairement d'étudiant-e-s, la dernière manifestation a regroupé 1000 personnes. Une AG de 300 personnes s'était réunie début février à Jussieu, appelant à une première manifestation. Chaque semaine, une « leçon » est publiée dans le journal Reporterre, afin d'adresser une « leçon » au gouvernement. La première était de réduire de 4% les émissions de gaz à effet de serre.

Face aux illusions souvent proposées selon lesquelles changer ses habituelles de façon individuelle permettrait de sauver la planète, il est important de remettre en cause le système capitalisme, seul véritable responsable de la sur-production et de l'épuisement des matières premières. Selon une étude, depuis 1988, 100 multinationales seraient responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre, tandis que les 10% les plus riches du monde émettent autant de gaz à effet de serre que la moitié de l'humanité.

Il est donc nécessaire de mettre en avant un programme révolutionnaire et anticapitaliste: fin de l'obsolescence programmée, fin des longs transports de marchandise au profit des multinationales, sortie du nucléaire avec des reconversions d'emploi dans les énergies renouvelables, plan d'isolation des logements pour faire des économies d'énergie, abolition de la réforme ferroviaire qui a conduit à la fermeture de dizaines de petites lignes de train, obligeant de nombreuses personnes à prendre une voiture, des transports publics gratuits aménagés.

Les cheminot-e-s sont donc un élément central, car leur lutte contre la détérioration de leurs conditions de travail rejoint directement celle de l'urgence climatique.

Hermine Bianca, le 12 mars 2019